CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
t 1 -
28-04-1981
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

DS. L. 13.931/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 février 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique", a donné le 24 mars 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeli wetgeving, tweede kamer, de 10 februari 1981 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzoch hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de modaliteiten voor het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de open bare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand", heeft de 24ste maart 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Il n'est pas d'usage de viser l'article 67 de la Constitution lorsqu'un arrêté royal en projet trouve son fondement dans une loi, comme c'est le cas en l'espèce. Le premier alinéa doit donc être omis.

Le considérant qui forme l'alinéa 3 est superflu et peut, sans inconvénient, être omis.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Suivant le 5), la demande d'octroi du titre honorifique des fonctions doit contenir :

"une attestation de l'administration communale et du président du conseil du centre public d'aide sociale, ou de l'une de ces autorités seulement selon le cas, certifiant que l'intéressé :

a) n'exerce pas les fonctions pour lesquelles il sollicite l'octroi du titre honorifique;

b) n'est pas membre d'un conseil communal ou d'un conseil de l'aide sociale;

c) n'est pas rémunéré par une commune ou un centre public d'aide sociale.

La même attestation devra être délivrée, s'il y échet, par l'administration communale du domicile de l'intéressé".

.../...

L'attestation dont il s'agit se rapporte, comme le fonctionnaire délégué en est convenu, à l'application de l'article 6 de la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux bourgmestres, aux échevins et aux présidents des conseils des centres publics d'aide sociale ou des anciennes commissions d'assistance publique.

Suivant cette disposition :

"Le titre honorifique de la fonction de bourgmestre, d'échevin ou de président de C.A.P. ou de C.P.A.S. ne peut être porté :

1. au cours des périodes d'exercice effectif de l'un de ces mandats;

2. par un membre d'un conseil communal ou d'un centre public d'aide sociale;

3. par une personne rémunérée par une commune ou un centre public d'aide sociale".

Il ressort de l'article 1er, 5), en projet, que, pour obtenir le titre honorifique et non pas seulement l'autorisation de porter celui-ci, le demandeur ne peut se trouver dans l'un des cas prévus par cette disposition.

Cette dernière établit donc des cas d'exclusion alors que ceux-ci ne sont pas prévus par la loi.

La question du cumul entre le titre honorifique et certains mandats et fonctions fit l'objet de discussions en commission du Sénat (1) :

.../...

- -

(1) Sénat, S.E. 1979, doc. n° 212-2.

- le Ministre de l'Intérieur a répondu affirmativement à la question de savoir si un bourgmestre, sorti de charge en tant que bourgmestre, et devenu échevin, pouvait obtenir le titre honorifique de bourgmestre;

- certains membres ont proposé que le titre honorifique ne soit accordé qu'à celui qui n'exerce plus de mandat local, d'autres membres, que le titre puisse être obtenu mais qu'il soit interdit d'en faire usage en cas d'exercice d'un mandat politique local;

- finalement, il fut proposé de compléter le projet par la disposition qui devint l'article 6 de la loi.

Cet amendement fit l'objet du commentaire suivant :

"Un membre s'oppose à l'amendement : il n'est pas logique d'octroyer des titres honorifiques aux anciens bourgmestres des communes fusionnées ou non, d'une part, et d'imposer des restrictions qui leur interdisent de porter ce titre, d'autre part".

On peut conclure de cette discussion que :

- l'article 6 de la loi réglemente le port du titre et non les conditions d'octroi de celui-ci, contrairement à ce qui apparaît du projet;

- l'exercice d'une des fonctions visées à l'article 6 ne constitue pas un cas d'exclusion à l'octroi du titre honorifique.

.../...

Dès lors, les renseignements visés au 5) deviennent sans pertinence, même en tant que simples renseignements, par rapport à l'application de l'article 6 de la loi. Le 5) doit donc être omis.

Article 4.

Suivant cet article :

"Le Ministre de l'Intérieur ou le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, selon le cas, fait procéder à toute information qu'il estime nécessaire; à cette fin l'un et l'autre peuvent, notamment, charger les gouverneurs de province et les commissaires d'arrondissement de se livrer à une enquête".

Il va de soi que le Roi n'aurait pas le pouvoir de modifier les compétences en matière de tutelle administrative telles qu'elles sont fixées par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La disposition en projet ne peut, par conséquent, se comprendre que comme permettant au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Santé publique de recueillir des informations à l'usage des autorités chargées d'octroyer le titre honorifique, c'est-à-dire, éventuellement, des conseils communaux et des conseils de l'aide sociale.

On peut se demander, dans ces conditions, si cette disposition est utile.

.../...

La même observation vaut pour le dernier membre de phrase de l'article 1er, 4).

Au surplus, à titre subsidiaire, le texte français n'est pas en concordance avec le texte néerlandais "doet alle informatie inwinnen", ce qui signifie : "fait recueillir toute information".

De même, à l'article 1er, 4), précité, il y aurait lieu d'écrire dans le texte français, si la disposition était maintenue, : "suivant les informations fournies par les autorités administratives compétentes".

Article 5.

Suivant le paragraphe 2 :

> "Les délibérations du conseil communal ou du conseil du centre public d'aide sociale portant octroi du titre honorifique d'échevin ou de président du conseil du centre public d'aide sociale ou d'ancienne commission d'assistance publique doivent contenir les mentions requises par l'article 1er et être accompagnées des pièces qui y sont visées".

Si cette disposition a pour objet d'imposer certaines mentions comme étant des conditions de la validité de la délibération du conseil communal ou du conseil de l'aide sociale, elle excède manifestement la simple exécution de la loi du 10 mars 1980.

.../...

Si, au contraire, comme le fonctionnaire délégué l'a exposé, elle n'a d'autre but que de formuler une recommandation destinée à faciliter l'exercice de la tutelle administrative, elle n'a pas sa place dans un texte normatif et devrait, le cas échéant, faire l'objet d'une circulaire.

Dans un cas comme dans l'autre, le paragraphe 2 devrait être omis.

Par ailleurs, le paragraphe 1er, devenant l'article 5, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

Lorsque celui qui sollicite l'octroi du titre d'échevin honoraire ou de président honoraire de conseil de centre public d'aide sociale ou de commission d'assistance publique fait valoir les années au cours desquelles il a exercé d'autres fonctions, conformément aux articles 4, alinéa 3, et 5, alinéa 2, de la loi du 10 mars 1980, la demande doit être accompagnée, selon les cas, des documents suivants :

a) une copie certifiée conforme de l'arrêté royal de nomination aux fonctions de bourgmestre;

b) une copie des délibérations du conseil de l'aide sociale ou de la commission d'assistance publique portant élection aux fonctions de président du conseil de l'aide sociale ou de la commission d'assistance publique;

c) une copie des délibérations du conseil communal portant élection aux fonctions d'échevin".

.../...

Article 6.

En tant qu'il vise les centres publics d'aide sociale, l'article fait double emploi avec l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organisant des centres publics d'aide sociale.

Suivant l'article 86, alinéa 2, de la loi communale :

> "L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte au gouvernement provincial".

Cette disposition n'oblige pas les conseils communaux à envoyer copie de leurs actes à l'autorité supérieure bien que cet envoi puisse apparaître comme relevant d'une application normale de l'article 86.

En tant qu'il s'applique aux conseils communaux, l'article établit donc une règle relative aux modalités d'exécution de la tutelle, qu'il n'est pas au pouvoir du Roi d'édicter en l'absence d'habilitation expresse dans la loi du 10 mars 1980.

Au surplus, si la loi du 10 mars 1980 avait comporté une telle habilitation, celle-ci aurait dû, en vertu de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, être mise en oeuvre, sauf en ce qui concerne Bruxelles et les communes énumérées aux articles 7 et 8 de la loi relative à l'emploi des langues en matière administrative, par les autorités régionales, c'est-à-dire, pour la période transitoire, par le Roi sous le contreseing des ministres à compétence régionale.

L'article 6 doit dès lors être omis.

.../...

Article 7.

Il est inutile de reproduire l'intitulé de la loi du 10 mars 1980 puisqu'il a déjà été mentionné une première fois à l'article 2.

Article 8.

Suivant cet article :

"Le Roi, le conseil communal ou le conseil du centre public d'aide sociale peuvent, par arrêté royal ou par nouvelle délibération selon le cas, abroger la décision d'octroi du titre honorifique lorsque, depuis l'introduction de la demande d'octroi du titre honorifique, l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une mesure d'internement ou a exécuté une peine d'emprisonnement subsidiaire".

Aucune disposition de la loi du 10 mars 1980 n'habilite le Roi à réglementer le retrait des titres honorifiques que cette loi permet d'octroyer.

On peut cependant se demander si une habilitation ayant explicitement le retrait pour objet est nécessaire au fondement de l'article 8 du projet. En subordonnant l'octroi du titre honorifique à la condition notamment que la conduite de l'intéressé ait "été irréprochable", la loi, en son article 1er, n'a-t-elle pas permis au Roi de décider que celui dont la conduite a cessé d'être irréprochable peut se voir retirer le titre honorifique qui lui a été octroyé avant son écart de conduite ?

.../...

Interrogé en commission du Sénat sur le point de savoir "si le mandataire ayant obtenu le titre honorifique peut le garder dès qu'il a encouru une peine correctionnelle", le Ministre a répondu "qu'une modification du Code pénal peut résoudre ce problème" (Sénat, S.E. 1979, doc. n° 212-2, p. 5).

Cette réponse du Ministre n'est toutefois pas décisive. En effet, d'une part, elle participe d'une certaine confusion entre la notion de peine accessoire et celle de mesure administrative, cette dernière pouvant être prise indépendamment de toute condamnation pénale; d'autre part, le législateur a pu se méprendre sur l'étendue des pouvoirs d'exécution du Roi, tels qu'ils résultent de l'article 67 de la Constitution, de sorte que cette méprise ne pourrait pas être considérée comme une manifestation de sa volonté de se réserver le pouvoir de réglementer le retrait des titres honorifiques dont il permettait l'octroi.

Il a été jugé que "le droit d'accorder une autorisation comporte le droit de la retirer, si les conditions de l'autorisation n'existent plus et si les formes dans lesquelles cette autorisation peut être retirée ont été respectées" (Conseil d'Etat, arrêt n° 5717 du 21 juin 1957, en cause GODART et consorts). Ne faut-il pas en déduire logiquement que le pouvoir de réglementer l'octroi de l'autorisation de l'espèce, pouvoir de simple exécution de la loi du 10 mars 1980, comporte celui de réglementer le retrait de cette autorisation ?

Cette question appelle une réponse négative.

Les obligations attachées au titre honorifique des fonctions exercées, tout comme les règles relatives à l'octroi de ce titre, font partie du statut de ces fonctions. Selon que la fixation de ce statut relève de la compétence du législateur ou du Roi, c'est au législateur ou au Roi qu'il appartient de fixer aussi ces obligations et ces règles.

.../...

La Cour de cassation a jugé (1) qu'une décision portant retrait du titre d'avocat honoraire devait être considérée comme une sentence "rendue en matière disciplinaire". Dans le cas des avocats honoraires, le maintien de ceux-ci, dans une certaine mesure, par l'article 436 du Code judiciaire, sous le régime disciplinaire du barreau après qu'ils ont cessé d'en faire partie, est l'oeuvre du législateur lui-même et ne pouvait être que son oeuvre, puisqu'il s'agit d'un élément du statut de la profession d'avocat, étroitement attaché à la protection du titre d'avocat.

Réglementer le retrait du titre honorifique des fonctions de bourgmestre, d'échevin et de président de centre public d'aide sociale ou de commission d'assistance publique, c'est-à-dire déterminer les cas et les formes dans lesquels ce retrait peut être décidé, relève semblablement de la compétence du législateur et excède le pouvoir d'exécution du Roi.

Si regrettable que puisse apparaître la lacune de la loi du 10 mars 1980 sur ce point, le Roi n'a pas le pouvoir de la combler. L'article 8 du projet manque dès lors de fondement et il doit être omis.

---

(1) Arrêt du 25 octobre 1973, Pas. 1974, I. 213; J.T. 1974, p. 191.

AANHEF.

Het is niet gebruikelijk naar artikel 67 van de Grondwet te verwijzen wanneer, zoals hier het geval is, een wet rechtsgrond voor het ontwerp-koninklijk besluit oplevert. Het eerste lid moet derhalve wegvallen.

De considerans die het derde lid vormt, kan zonder bezwaar als overbodig worden weggelaten.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Luidens 5) moet het verzoek om verlening van de eretitel van een ambt behelzen :

"een attest van het gemeentebestuur en van de voorzitter van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of volgens het geval van een van die overheden alleen, waaruit blijkt dat betrokkene :

a) niet het ambt uitoefent waarvoor hij om de eretitel verzoekt;

b) geen lid is van een gemeenteraad of van een raad voor maatschappelijk welzijn;

c) niet bezoldigd wordt door een gemeente of door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Hetzelfde attest moet, in voorkomend geval, worden afgegeven door het gemeentebestuur van de woonplaats van betrokkene".

.../...

Het attest waarvan sprake houdt, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft beaamd, verband met de toepassing van artikel 6 van de wet van 10 maart 1980 betreffende het verlenen van de eretitel van hun ambt aan de burgemeesters, aan de schepenen en aan de voorzitters van de raden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of van de gewezen commissies van openbare onderstand.

Die bepaling luidt als volgt :

De eretitel van het ambt van burgemeester, schepen of voorzitter van de C.O.O. of het O.C.M.W. mag niet worden gevoerd :

1. gedurende de tijd dat een van deze mandaten werkelijk wordt uitgeoefend;

2. door een lid van een gemeenteraad of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

3. door een door een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bezoldigde persoon".

Uit het ontwerp en artikel 1, 5) blijkt dat de aanvrager, wil hij de eretitel verkrijgen en niet slechts de machtiging om die eretitel te voeren, zich niet in een van de in die bepalingen bedoelde gevallen mag bevinden.

Die bepaling voorziet dus in uitsluitingsgevallen terwijl de wet er geen kent.

De vraag betreffende de cumulatie van de eretitel met bepaalde mandaten en ambten is ter sprake gekomen in de Senaatscommissie (1).

.../...

---

(1) Senaat, B.Z. 1979 - Gedr. St. nr 212 - 2.

- De Minister van Binnenlandse Zaken heeft toen bevestigend geantwoord op de vraag of een burgemeester die als zodanig is uitgetreden maar schepen is geworden, de eretitel van burgemeester kan verkrijgen;

- sommige leden hebben voorgesteld dat de eretitel alleen zou worden verleend aan degene die geen plaatselijk mandaat meer uitoefent; andere leden gaven in overweging dat de titel wel verkregen zou kunnen worden maar dat er in geval van uitoefening van een plaatselijk politiek mandaat, verbod zou worden gesteld op het gebruik ervan;

- tenslotte werd voorgesteld het ontwerp aan te vullen met de bepaling die artikel 6 van de wet is geworden;

Bij dit amendement werd de volgende commentaar gegeven :

"Een lid verzet zich tegen het amendement : het is niet logisch enerzijds eretitels te verlenen aan gewezen burgemeesters van al dan niet samengevoegde gemeenten en anderzijds beperkingen op te leggen waardoor ze die titel niet kunnen dragen".

Die bespreking wettigt de conclusie :

- dat artikel 6 van de wet, anders dan uit het ontwerp blijkt, het voeren van de eretitel regelt, niet de voorwaarden waarop die titel wordt verleend;

- dat de uitoefening van een der ambten bedoeld in artikel 6 geen geval van uitsluiting oplevert voor het verlenen van de eretitel.

.../...

De in 5) bedoelde gegevens zijn dan ook in generlei opzicht, zelfs niet gewoon als informatie, nog dienstig voor de toepassing van artikel 6 van de wet. Het bepaalde onder 5) moet derhalve vervallen.

Artikel 4.

Dit artikel bepaalt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister die de Volksgezondheid in zijn bevoegdheid heeft, naar gelang van het geval, doet alle informatie inwinnen welke hij nodig acht; daartoe kan zowel de ene als de andere onder meer de provinciegouverneurs en de arrondissementscommissarissen met een onderzoek belasten".

Het spreekt vanzelf dat het niet in 's Konings macht kan liggen de bevoegdheden in zake administratief toezicht, zoals ze zijn vastgesteld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te wijzigen.

De ontworpen bepaling mag derhalve niet uitgelegd worden als zou zij de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Volksgezondheid toestaan inlichtingen in te winnen ten behoeve van de overheden die met het verlenen van de eretitel belast zijn, met name, eventueel, de gemeenteraden en de raden voor maatschappelijk welzijn.

Men kan zich dan ook afvragen of die bepaling wel nut heeft.

.../...

Dit geldt ook voor het laatste zinsdeel van artikel 1, 4).

Bovendien, subsidiair, stemt de Franse tekst niet overeen met de Nederlandse waar deze zegt : "doet alle informatie inwinnen", hetgeen in het Frans betekent : "fait recueillir toute information".

Evenzo moet, als de bepaling wordt behouden, in de Franse tekst van voornoemd artikel 1, 4), worden geschreven : "suivant les informations fournies par les autorités administratives compétentes".

Artikel 5.

Paragraaf 2 luidt als volgt :

> "De beslissingen van de gemeenteraad of van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn houdende verlening van de eretitel van schepen of van voorzitter van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een gewezen commissie van openbare onderstand, moeten de bij artikel 1 voorgeschreven vermeldingen behelzen en vergezeld gaan van de daarin bedoelde stukken".

Bedoelt die bepaling sommige vermeldingen voor te schrijven als geldigheidsvereisten voor de beslissing van de gemeenteraad of van de raad voor maatschappelijk welzijn, dan doet zij kennelijk meer dan gewoon uitvoering geven aan de wet van 10 maart 1980.

.../...

Strekt zij er daarentegen toe, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, een aanbeveling te formuleren met het oog op een vlottere uitoefening van het administratief toezicht, dan is zij niet op haar plaats in een normatieve tekst en zou zij, in voorkomend geval, in een omzendbrief moeten staan.

In beide gevallen moet paragraaf 2 vervallen.

Anderdeels kan paragraaf 1, die artikel 5 wordt, beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 5.-

Wanneer degene die verzoekt om de toekenning van de titel van ereschepen of van erevoorzitter van de raad van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een commissie van openbare onderstand, overeenkomstig de artikelen 4, derde lid, en 5, tweede lid, van de wet van 10 maart 1980, mede de jaren doet gelden tijdens welke hij andere ambten heeft uitgeoefend, dan moeten bij de aanvraag, naargelang van het geval, de volgende stukken gevoegd worden :

a) een voor eensluidend verklaard afschrift van het koninklijk besluit houdende benoeming tot het ambt van burgemeester;

b) een afschrift van de beslissingen van de raad voor maatschappelijk welzijn of van de commissie van openbare onderstand houdende benoeming tot het ambt van voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of van de commissie van openbare onderstand;

c) een afschrift van de beslissingen van de gemeenteraad houdende verkiezing tot het ambt van schepen".

.../...

Artikel 6.

In zover dit artikel slaat op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, is het een doublure van artikel 111 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Artikel 86, tweede lid, van de gemeentewet bepaalt :

"Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat het besluit op het provinciaal gouvernement is ingekomen".

Die bepaling verplicht de gemeenteraden niet een afschrift van hun handelingen aan de hogere overheid te zenden al kan die overzending wel mede tot een normale toepassing van artikel 86 lijken te behoren.

In zover het artikel toepassing vindt op de gemeenteraden stelt het derhalve met betrekking tot wijze van uitvoering van het toezicht een regel vast die de Koning niet vermag uit te vaardigen bij gebrek aan een uitdrukkelijke opdracht in de wet van 10 maart 1980.

Bovendien zou zulk een bevoegdheidsopdracht, gesteld dat de wet van 10 maart 1980 daarin had voorzien, krachtens artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, behalve wat betreft Brussel en de gemeenten opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de wet betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken, aangewend moeten worden door de gewestelijke overheden, dat is, voor de overgangsperiode, door de Koning met medeondertekening vanwege de Ministers met gewestelijke bevoegdheid.

.../...

Artikel 6 dient derhalve te vervallen.

Artikel 7.

Het opschrift van de wet van 10 maart 1980 hoeft niet opnieuw aangehaald te worden want het is reeds een eerste maal in artikel 2 vermeld.

Artikel 8.

Dit artikel bepaalt :

> "De Koning, de gemeenteraad of de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kunnen, bij koninklijk besluit of bij een nieuwe beslissing volgens het geval, de beslissing tot verlening van de eretitel opheffen wanneer, sedert het indienen van het verzoek om verlening van de eretitel, de betrokkene het voorwerp is geweest van een strafrechtelijke veroordeling, of van een interneringsmaatregel dan wel een vervangende gevangenisstraf heeft ondergaan".

Geen bepaling van de wet van 10 maart 1980 geeft de Koning bevoegdheid om de intrekking te regelen van de eretitels welke krachtens die wet verleend mogen worden.

De vraag is evenwel of er als rechtsgrond voor artikel 8 van het ontwerp noodzakelijkerwijze een opdracht moet zijn die uitdrukkelijk in intrekking voorziet. Staat de wet, waar ze de toekenning van een eretitel in artikel 1 afhankelijk stelt van de voorwaarde dat het gedrag van de betrokkene "onberispelijk" moet geweest zijn, de Koning niet toe te beslissen dat degene wiens gedrag niet langer onberispelijk is, de hem vóór zijn veranderd gedrag verleende eretitel kan worden ontnomen?

.../...

Toen hem in de Senaatscommissie werd gevraagd "of de mandataris die een eretitel heeft verkregen deze mag blijven voeren als hij een correctionele straf heeft opgelopen" antwoordde de Minister "dat een wijziging van het Wetboek van strafrecht dat probleem kan oplossen" (Senaat, B. Z. 1979, Gedr. St. n° 212-2, blz 5).

Uitsluitsel geeft dit antwoord van de Minister evenwel niet. Eensdeels immers wijst het op een zekere verwarring tussen het begrip bijkomende straf en het begrip administratieve maatregel, want zo'n maatregel kan worden genomen los van enige strafrechtelijke veroordeling; anderdeels heeft de wetgever zich mogelijk vergist omtrent de omvang van 's Konings uitvoeringsbevoegdheid zoals die volgt uit artikel 67 van de Grondwet, met welke misvatting hij dus niet geacht zou kunnen worden te kennen te hebben gegeven dat hij de bevoegdheid om de intrekking te regelen van de eretitels welker verlening hij toestaat, aan zich heeft willen houden.

Er is geoordeeld dat "het recht om een vergunning toe te kennen het recht insluit om die vergunning in te trekken, indien de voorwaarden waaronder zij is verleend niet meer vervuld zijn en indien de vormen waarin zij kan worden ingetrokken, in acht zijn genomen" (Raad van State, arrest n° 5717 van 21 juni 1957 in zake GODART en consorten). Moet daar logischerwijze niet uit afgeleid worden dat de bevoegdheid om de bewuste machtiging te verlenen, een gewone bevoegdheid tot uitvoering van de wet van 10 maart 1980, mede de bevoegdheid bevat om de intrekking van die machtiging te regelen.

Het antwoord is ontkennend.

.../...

De verplichtingen verbonden aan de eretitel van uitgeoefende ambten zijn net zoals de regels betreffende het verlenen van die titels, een onderdeel van het statuut van die ambten. Naargelang de vaststelling van dat statuut tot de bevoegdheid van de wetgever dan wel van de Koning behoort, is het zaak van de wetgever dan wel van de Koning die verplichtingen en die regels te bepalen.

Het Hof van Cassatie heeft geoordeeld (1) dat de beslissing waarbij de machtiging tot het voeren van titel van ere-advocaat wordt ingetrokken, geacht moet worden een "in tuchtzaken gewezen beslissing" te zijn. Dat ere-advocaten ingevolge artikel 436 van het Gerechtelijk Wetboek enigermate onder de tuchtregeling van de balie blijven staan nadat zij opgehouden hebben tot de balie te behoren, is en kon alleen het werk van de wetgever zijn, want het gaat hier in het statuut van het advocatenberoep om een element dat nauw samenhangt met de bescherming van de advocaatstitel.

De intrekking van de eretitel van het ambt van burgemeester, schepen en voorzitter van een Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn regelen, dat wil zeggen de gevallen bepalen waar en de wijze waarop tot die intrekking besloten kan worden, behoort evenzo tot de bevoegdheid van de wetgever en gaat 's Konings uitvoeringsbevoegheid te buiten.

Hoe betreurenswaardig de leemte in de wet van 20 maart 1980 op dit punt ook moge lijken, de Koning is niet bevoegd om er in te voorzien. Artikel 8 van het ontwerp heeft derhalve geen rechtsgrond en moet worden geschrapt.

---

(1) Arrest van 25 oktober 1973, Pas. 1974, blz. 232; J.T. 1974, blz. 191).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : P. TAPIE,		président de chambre,
de Heren :		kamervoorzitter,
	Ch. HUBERLANT,	conseillers d'Etat,
	R. VAN AELST,	staatsraden,
	R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
	C. DESCHAMPS,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame :	J. TRUYENS,	greffier,
Mevrouw :		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.